

ONU : Merkel veut qu'on renonce à notre droit de veto, elle a peur que Macron soit remplacé par un Salvini ?

écrit par Claude t.a.l | 4 décembre 2018



Macron, comme Taché veut bien une gouvernance mondiale :

<http://resistancerepublicaine.com/2018/12/03/macron-veut-un-gouvernement-europeen-et-que-la-france-ne-soit-plus-quune-region-europeenne/>

Mais il faut ajouter que quand il dit que son idée c'est « de transférer une grande partie de la souveraineté nationale au niveau européen », ça signifie : à l'Allemagne !

Le 11 novembre , Macron avait voulu célébrer, en quelque sorte ,« 1918-2018, 100 ans d'amitié franco allemande « . (faut le faire !)

Il suffisait de voir que la place d'honneur était donnée à Merkel.

Je ne cherche pas d'ennuis aux Allemands, mais (atavisme ?), j'ai jamais pu blairer les Boches.

Pour en revenir à la tache tachée :

» **ONU. L'Allemagne propose que la France cède son siège permanent à l'Union européenne** »

Avoir un siège européen au Conseil de sécurité de l'ONU, telle est la proposition énoncée mercredi par le ministre allemand des Finances. Pour cela, il faudrait que la France cède son siège à l'Union européenne.

Voilà un marronnier européen qui revient. Le vice-chancelier [allemand](#) s'est déclaré mercredi favorable à ce que le siège permanent de la France au Conseil de sécurité de l'[ONU](#) soit transformé en siège européen, afin que l'UE « **parle d'une seule voix** ».

« Si nous prenons l'[Union européenne](#) au sérieux, l'UE devrait également parler d'une seule voix au sein du Conseil de sécurité des Nations unies [...] À moyen terme, le siège de la France pourrait être transformé en siège de l'UE », a affirmé Olaf Scholz, également ministre des Finances, lors d'un discours sur l'avenir de l'Europe tenu à Berlin.

En contrepartie, le poste distinct de chef de la délégation de l'Union européenne auprès des Nations Unies pourrait revenir de manière permanente à un Français, a estimé M. Scholz.

Pas de changement prochain

Le vice-chancelier a admis toutefois qu'un tel projet ne serait pas aisé à mettre en œuvre. « **Je suis bien conscient qu'il y a encore un certain travail de conviction à faire à Paris** », a-t-il dit.

« **La France et l'Allemagne agissent désormais ensemble dans cette instance** » mais un tel siège européen permettrait d'aller encore plus loin, a argumenté le ministre des Finances.

Le débat en Allemagne sur un siège européen au conseil de sécurité de l'ONU est assez ancien mais il est relancé ainsi de manière spectaculaire par le ministre des Finances.

La France, membre permanent depuis 1945

Cette proposition apparaît aussi comme une manière pour les responsables allemands de répondre aux critiques récurrentes dont ils font l'objet sur leur timidité et leur manque d'audace dans les propositions de relance du projet européen.

Depuis sa création en 1945, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la France est l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, avec la Grande-Bretagne, la Chine, la Russie et les États-Unis. Ces derniers disposent d'un droit de veto.

Outre ces cinq sièges permanents, dix autres membres non permanents, chacun choisis pour une période de deux ans, font partie du Conseil de sécurité. L'Allemagne a été désignée pour occuper l'un de ceux-là en janvier.

Au-delà, des appels répétés ont été lancés en faveur d'une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, les grands pays émergents en particulier réclamant un siège dans ce forum.

<https://www.ouest-france.fr/monde/organismes-internationaux/onu/onu-l-allemande-propose-que-la-france-cede-son-siege-permanent-l-union-europeenne-6096948>

Qui a un siège permanent, avec droit de veto, au Conseil de Sécurité de l' ONU ?

Les vainqueurs de la 2 ème guerre mondiale !

Ils ne se mouchent pas du coude, les p..... de Boches : ils le veulent !

Note de Christine Tasin

Faut-il voir dans cette actualité un rapport avec les Gilets Jaunes ?

Merkel craint-elle de voir Macron tomber et être remplacé par un Lépreux ?

Veut-elle récupérer les pouvoirs énormes de la France ?

Elle ferait d'une pierre deux coups : elle empêche la France, à la direction incertaine, de pouvoir bloquer le processus européen et onusien, et elle récupère une voix que l'Allemagne n'a pas, puisque Juncker c'est Merkel.